

Article rédigé par , le *11 septembre 2008*

Idée séduisante après les crimes massifs du XXe siècle, la justice internationale ne trouve pas de légitimité théorique, en tout cas au regard de nos propres références.

Faire justice, est-ce toujours prioritaire pour restaurer le bien-vivre ensemble après une autre catastrophe ?

Pouvons-nous imposer à tous les peuples la même hiérarchie des valeurs et la même hiérarchie des priorités ?

Aucune justice ne peut s'exercer sans la reconnaissance.

Il faudrait donc, auparavant, convaincre.

Peut-on juger de loin et hors contexte ?

Peut-on faire si bon marché de l'autorité de l'autorité politique, en plaçant directement les citoyens sous une loi mondiale ?

La loi naturelle, qui préside à la justice internationale, peut-elle s'instaurer en loi positive ? Et, dans ce cas, dans quel recoin peut encore se loger l'esprit d'Antigone ?

La justice internationale ne pourra exister que sous un gouvernement mondial. Elle porte en elle la tare rédhibitoire de l'uniformité et du despotisme.

En invoquant Montesquieu, Grotius, Kant, on défendra ici, face aux crimes d'Etat, la guerre d'ingérence comme décision politique.

Chantal Delsol est professeur de philosophie à l'Université de Marne-La-Vallée, auteur de nombreux ouvrages de philosophie politique, traduits en douze langues.

<http://www.amazon.fr/exec/obidos/ASIN/2710327198/qid%3D1097252233/libertepoliti-21> Editions de La Table Ronde 2004 170 18,00 Non 18,00 €